

COMMERCE MONTRÉAL

VOL. XXXIII, no 5, 25 octobre 1976

Restructuration de la CUM

Le mémoire des maires de banlieue: une proposition discutable

La conférence des maires de banlieue de Montréal rendait public en mai dernier un rapport d'études sur les structures de la Communauté urbaine de Montréal. Ce rapport proposait en somme de faire de la CUM une entité administrative au service des municipalités et mettait de l'avant une nouvelle structure pour réaliser cet objectif.

On sait que ce mémoire de la conférence des maires de banlieue fait suite au voeu exprimé par le ministre des affaires municipales du Québec, le Dr Victor Goldbloom, de voir les élus, les premiers intéressés, s'exprimer sur cette question déjà abordée dans le rapport Hanigan. La Chambre a préparé sur ce dernier rapport un mémoire qu'elle n'a malheureusement jamais pu défendre publiquement, la commission parlementaire des affaires municipales ne s'étant jamais réunie pour étudier le sujet.

I Les objectifs de la Chambre

Dans son mémoire sur le rapport Hanigan, publié en mai 1974, la Chambre définissait les objectifs suivants à la structure de la CUM: amélioration des services offerts, standardisation des services, diminution des coûts, établissement d'une équité fiscale.

L'étude de la Chambre précisait les obstacles qui s'opposaient aux objectifs précités. Ils étaient de deux ordres: administratifs et politiques.

Au niveau administratif, le mémoire soutenait que l'exercice d'une fonction devait relever d'un seul niveau d'administration, que les différentes fonctions devaient être

confiées à une même unité territoriale, que la division administrative devait tenir compte de l'occupation du sol, soit de la communauté réelle.

Au niveau politique, le mémoire soulignait que le système de représentation devait être simple, vraiment représentatif, près du citoyen et intégré, c'est-à-dire, que chaque unité administrative d'un premier niveau doit être représentée au niveau immédiatement supérieur. Il déplorait que plusieurs modes de représentation électorale soient en vigueur dans divers secteurs de l'île. Il voyait un facteur de démobilisation de l'individu dans cette confusion de représentation démocratique.

Le rapport Hanigan proposait la formation d'une unité administrative sur l'île de Montréal. Cela nécessitait la fusion des villes de l'île en 19 municipalités, la formation de circonscriptions électorales de 23,000 habitants et la division de l'île en 5 secteurs avec des commissions permanentes. La Chambre appuyait ce projet mais elle remplaçait les commissions permanentes par des comités d'arrondissements. Ils devaient développer l'appartenance du citoyen à son milieu et jouer le rôle d'outil d'information et de représentation. Le mémoire reprenait les propositions du rapport Hanigan en matière de formation du comité exécutif: il devait se composer de sept(7) représentants de la ville de Montréal et de cinq(5) représentants de la banlieue.

II Les propositions des maires de banlieue

(suite à la page 3)

Le carnet d'abonnement aux déjeuners-causeries

*une aubaine - la certitude de faire des rencontres intéressantes
une chance de gagner des prix de valeur*

Renseignements: à la page 8 - Inscription: à la page 7

Occasions d'affaires

Nous publions aujourd'hui le contenu d'un bulletin que nous fait parvenir le ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec. Ce bulletin contient des offres d'affaires pour ceux qui sont intéressés. Chacun des projets est identifié à un numéro. Si un sujet vous intéresse, vous pouvez communiquer avec la direction des Services internationaux du ministère au 23e étage de la Place Ville-Marie au numéro 873-5572.

CHAUFFAGE ELECTRIQUE

Éléments de chauffage électrique #2261

Société allemande recherche un partenaire québécois pour la fabrication sous licence d'éléments de chauffage électrique. Il s'agit de cartouches, tubes, colliers, cannes, résistances, prises de courant, conducteurs, etc..., aux applications innombrables, depuis les appareils électro-ménagers jusqu'à la machinerie de transformation industrielle.

L'intéressé éventuel devra avoir une bonne expérience dans le domaine du chauffage électrique. Documentation sur demande.

Système de chauffage par planchers #2278

Société allemande recherche un partenaire québécois pour la fabrication sous licence d'un mince produit laminé (métal-polyéthylène) servant principalement à chauffer des unités résidentielles. Il s'agit d'une feuille spéciale, posée sous la surface d'un plancher, pouvant être recouverte par la suite d'une couche d'environ 8cm d'un revêtement de pierre ou de béton, permettant ainsi d'emmagasiner la chaleur.

Le recouvrement final peut être réalisé en tapis ou en tuiles, peu importe, car ce sera chauffé à un degré de température constant pour toute la surface impliquée. Ce système de chauffage, plutôt économique, assure tout le confort désiré.

Ecrous, boulons, etc. #2316

Société allemande recherche un partenaire québécois en vue d'une association en coparticipation (joint venture) pour la fabrication d'écrous, boulons, mandrins, etc... pour les besoins des industries chimiques et pétrolières, des usines de montage, ainsi que du secteur concernant la construction de pompes et turbines.

Les nouveaux membres

Particuliers

BLONDEAU, J. Claude, secrétaire
Association Restaurateurs du Québec

CARRIER, Jean M., représentant
Fédération de Québec des Caisses populaires

CASAVANT, Marcel E., commis comptable
The Steel Company of Canada Ltd

CHAMBERLAND, Pierre, directeur
Ministère Industrie et Commerce

LEGAULT, Gilles A., étudiant
Université du Québec à Montréal

MAHEU, Rolland, propriétaire
Le Napoléon Fleuriste

MYLETT, William F., superviseur
Bouchard & Robitaille Inc.

Sociétés

LAGRANGE ET MATTHEWS ASSOCIES, architectes
Délégués: Lucien J. Lagrange, associé
John F. Matthews

MUCHON PAQUETTE & OUELLETTE, avocats
Délégués: Jacques Mochon, associé
Pierre Louis Trudeau

PRL COLLECTIONS LTEE
Délégués: Raymond Piette, président
Robert Larrivée
André Dénommée

COMMERCE MONTREAL est l'organe officiel de la Chambre de commerce du district de Montréal



Le bureau de direction 1976-1977 Edgar Charbonneau, président — Jean Tétreault — J.V. Raymond Cyr — Guy J. Desmarais — Yves Guérard — Maurice Macé — Maurice Sauvé — Jacques Douville — Dan V. Pleshoyano.

Le conseil d'administration: David Belhumeur — Guy Bernier — Jacques Carrière — Jacques Deschênes — Yves Graton — Albert Hudon — Michel Lavoie — Raymond Lemay — Pierre Lévasseur — Guy Marinier — Claude Michaud — Raymond Morcel — J. Michel Paris — Vincent Rémillard — Jean H. Richer — Laurette Robillard — J.-G. St-Jacques.

Le secrétariat: Claude Beauregard, directeur général.

(suite de la page 1)

La CUM et la banlieue

a) Composition du conseil et du comité exécutif - Les maires de banlieue proposent que le conseil de la communauté soit composé de 56 personnes (28 membres du conseil de la ville de Montréal et 28 maires de banlieue) et que le président et le vice-président soient de Montréal et de la banlieue alternativement. On propose également que le comité exécutif de la CUM soit composé de 14 personnes, réparties également entre Montréal et la banlieue, avec là aussi alternance aux postes de président et vice-président (rappelons qu'à l'heure actuelle les maires de banlieue sont minoritaires au comité exécutif : 5 représentants sur 12).

b) Mode de représentation - La conférence des maires suggère que l'île de Montréal soit divisée en 7 districts. Les maires des municipalités d'un district seraient les seuls à obtenir le droit de vote lors des assemblées qui choisiraient un représentant au comité exécutif de la CUM. Les conseils de district ne possèderaient aucun pouvoir. Ils seraient uniquement consultatifs et serviraient surtout à l'information des citoyens.

La conférence des maires accorde beaucoup d'importance à ces représentants de district. Ils deviennent membres du comité exécutif et ensuite présidents des comités de district. On retrouve un comité de district pour chacune des compétences exercées par la communauté.

c) Les champs de compétence - La conférence des maires propose enfin de réduire les champs de compétence de la CUM aux sept suivants: la police, le transport en commun, le traitement des eaux usées, l'évaluation, la planification, l'expansion économique et le Conseil des arts. Le

contrôle de l'air et l'inspection des viandes sont remis au gouvernement provincial.

A chacune de ces responsabilités correspond un service dirigé par un comité permanent dont le président est membre du comité exécutif de la CUM. Sur cet aspect, la proposition des maires de banlieue manque de précision. On croit comprendre que chacun des services possèderait un directeur pour chacun des sept districts. Le comité exécutif de la CUM nommerait ensuite un directeur général qui coordonnerait les services administratifs et para-administratifs.

III Evaluation

De quelque façon qu'on l'envisage, cette proposition des maires de banlieue semble reposer sur une surévaluation implicite de la vertu médicinale de toute décentralisation des pouvoirs. Certes, la Chambre s'est montrée favorable, dans son mémoire, au rapprochement entre la population et l'administration mais pas de façon inconditionnelle et, en l'occurrence, débilite.

Le rétrécissement des champs de compétence de la CUM en ferait à toutes fins pratiques un simple organisme au service des municipalités, ce qui est nettement opposé aux vues que la Chambre a maintes fois exprimées sur le sujet.

La dernière intervention de la Chambre en ce sens remonte au dernier congrès. L'analyse de la situation présentée par la Chambre à cette occasion faisait ressortir qu'une des causes de l'absence de leadership régional était la fluidité des juridictions et l'absence d'administration régionale à Montréal. Elle signalait l'inévitable et nécessaire allégeance locale qui animait d'abord les élus municipaux et insistait sur la nécessité de résoudre nombre de questions importantes dans la perspective régionale

(suite à la page 5)



Depuis 1921

Tout en électronique

Radio - Télévision
Haute-fidélité - Magnétophones
Amplificateurs - Haut-parleurs
Magnétoscopes - Tourne-disques

payette radio

878-4771 • 730 St. Jacques, Montreal H3C 1G2 (Face à la Place Victoria)



SERVICES IMMOBILIERS PROMANAC LTÉE

PROMANAC

PROMANAC REALTY SERVICES LTD.

Luc D. Baudouin, EA, CPM, président

GESTION ET CONSULTATION IMMOBILIERE

Membre des associations immobilières
locales, nationales et internationales

1331, ave. Greene, suite 200 (Westmount), Montréal
933-3646

En bref

"De cet examen, découlera, je l'espère, une définition plus saine, plus sécurisante encore du rôle du CEGEP. En effet, quand les objectifs personnels des étudiants ou d'un des groupes qui composent un collège prennent le pas sur l'objectif de l'institution qui doit refléter les objectifs de la société, une institution ne joue plus son rôle. Quand des maîtres se laissent aller à croire qu'ils peuvent être des amis, des copains, des collègues des étudiants avant de montrer qu'ils peuvent en être véritablement des guides, une institution ne joue plus son rôle. Quand l'administration d'un collège achète, pour ainsi dire, la paix dans les conflits où elle a le devoir de réaffirmer

fermement et honnêtement ses positions, une institution ne joue plus son rôle. Quand un collège laisse croire ou agit de manière à laisser croire que ses différentes composantes ne sont pas solidaires de la société qui subventionne l'établissement, ce collège n'est plus un lieu où l'on apprend des choses; il devient exclusivement le lieu où l'on ressent des choses et où l'opinion règne en maître".

*Allocution de M. Bernard
Lachapelle, ministre responsable
de l'enseignement postsecondaire
à l'occasion de l'inauguration
officielle du Pavillon des
Sciences du Cegep Ahuntsic
le 26 août 1976*



*La Chambre
organise
conjointement*



*avec
Bell Canada
un*

Séminaire sur les télécommunications

Les télécommunications - passées, présentes et futures

Voici l'occasion d'explorer les télécommunications et d'en constater à la fois la signification réelle et les possibilités pour l'entreprise d'aujourd'hui.

Le programme comporte d'abord un exposé général sur l'importance de l'information, puis il démontre comment un système de communications bien conçu assure l'information nécessaire aux divers aspects de la gestion de l'entreprise.

Ce programme porte également sur la théorie des systèmes d'information: industrie du téléphone au Canada et outre mer, la coordination des services d'un pays à l'autre, et le futur; tous les aspects des télécommunications sont abordés, y compris les communications orales, la transmission des données, les communications informatiques. En outre, un éventail complet d'appareils est mis à la disposition des participants, qui peuvent les examiner et faire tous les essais qu'ils désirent.

Les participants

Les dirigeants d'entreprises et leurs principaux collaborateurs.

Le coût

Une gracieuseté de Bell Canada. *Nombre d'inscriptions limité.*

L'animateur

M. Pierre Brosseau de Bell Canada, accompagné de quelques collègues.

L'horaire

Le jeudi, 18 novembre 1976
de 9h à 16h

OU

Le mercredi, 24 novembre 1976
de 17h à 22h

*La rencontre aura lieu au Séminaire des
Communications de Bell Canada, 800 Place
Victoria, suite 330.*

Renseignements: madame Mireille Diotte-Meuleau, 866-2861

Première visite industrielle

Le jeudi 28 octobre

**Gâteaux Vachon
Sainte-Marie
Beauce**

**Céramique de Beauce
Saint-Joseph
Beauce**

Deux industries, deux idées, deux histoires, et derrière celles-ci, des hommes déterminés à développer leurs possibilités et celles de leur milieu.

Départ à 7h30 de la Maison du Commerce, 1080 côte du Beaver Hall - 10h30, visite de l'usine des Gâteaux Vachon, Sainte-Marie - 12h30, déjeuner au restaurant Le Marquis, Saint-Joseph - 14h30, visite de l'usine de Céramique de Beauce, Saint-Joseph - Retour à 19h00

Coût: \$30. (incluant: transport, déjeuner, taxes, pourboires)
Renseignements: Mme Mireille Diotte-Meuleau (866-2861)

NOMBRE LIMITE

(formule d'inscription, à la page 7)

(suite de la page 3)

La CUM et la banlieue

intégrée que devraient favoriser les structures retenues pour la CUM remodelée.

La Chambre écrivait dans cette analyse que les problèmes de Montréal n'étaient pas essentiellement différents de ceux de la banlieue et qu'ils pouvaient se résumer ainsi: développement, habitation, transport, financement et environnement. Le projet des maires de banlieue ne répond pas à ce désir de "montréaliser" mais à celui de "banlieu-riser" et, de ce fait, demeure discutable à plusieurs égards.

Il faut reconnaître qu'il existe et doit exister à Montréal un centre économique fort, avec des centres périphériques qui ont à leur tour des sous-centres. Les études sont nombreuses à démontrer ce fait mais elles sont aussi nombreuses à démontrer que bon nombre de problèmes reposent sur la division politique et administrative.

Il ne faut pas voir dans cette analyse sommaire autre chose qu'une mise en regard du point de vue déjà exprimé par la Chambre et de la dernière intervention de la conférence des maires de banlieue, avec ce qu'elles comportent d'inconciliable. Au delà des divergences que pourrait trancher dans un sens ou dans l'autre l'autorité gouvernementale, en offrant de préférence une alternative recevable par les principaux intéressés, ce qu'il faut retenir comme critère ultime de toute formule de restructuration de la CUM c'est sa capacité de donner à la région métropolitaine la cohésion qui lui fait tristement défaut, tout en rapprochant la population et l'administration.

En attendant, mieux vaut travailler à la formation d'un leadership régional politique et économique en réunissant les élus régionaux, des paliers fédéral et provincial, avec les principaux dirigeants d'entreprises. C'est ce que la Chambre entend faire, tout en demeurant disposée au dialogue avec toutes les administrations municipales de la CUM.

S CHARRY - **O** UIMET - **G** ELINAS - **F** AVREAU
INGENIEURS - CONSEILS & ASSOCIES

PLANS - DEVIS - EXPERTISES

électricité
ventilation / climatisation
chauffage et plomberie
études énergétiques



3400 ouest, rue Jean-Talon Montréal, Québec H3R 2E9 342-4042

De Grandpré, Colas, Amyot, Lesage, Deschênes et Godin

Avocats

2501, Tour de la Bourse, Place Victoria
C.P. 108, Montréal H4Z 1C2

Téléphone: 878-4311

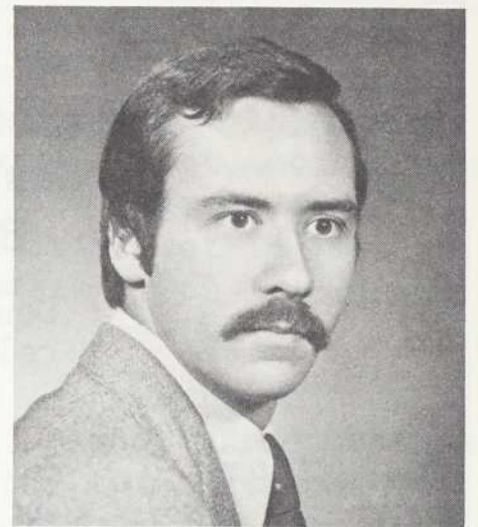
Nouvelles du secrétariat

Depuis le 13 septembre dernier, le secrétariat de la Chambre compte deux nouveaux employés, messieurs Réjean Guillotte et Aurélien Leclerc, qui seront tous deux affectés aux activités du secteur de la recherche.

Monsieur Guillotte a terminé, au cours de l'été dernier, ses études pour l'obtention de la maîtrise en économie à l'Université de Montréal. Ses travaux de recherche, ont porté d'une part sur la politique commerciale canadienne et ses implications sur la structure industrielle du Québec et d'autre part sur le marché boursier canadien. Au cours de l'été 1975, il a aussi travaillé, sous la direction de M. André Ryba, à l'établissement d'un modèle d'estimation de la masse monétaire canadienne.

Monsieur Leclerc a obtenu un baccalauréat en journalisme et information à l'Université Laval en 1974 et a complété ses études pour l'obtention de la maîtrise en sciences politiques également à l'Université Laval. Sous la direction de M. Léon Dion, il a rédigé une thèse sur le rôle politique de Claude Ryan. M. Leclerc a été tour à tour rédacteur en chef de deux hebdomadaires régionaux dans la région du Lac Saint-Jean, journaliste à Québec pour le quotidien "Le Soleil" et directeur de l'information de quelques hebdomadaires de la région de Québec. M. Leclerc aura à la Chambre la responsabilité du bulletin COMMERCE MONTREAL.

L'arrivée de ces deux nouvelles figures complète la réorganisation du secrétariat qui avait été amorcée le printemps dernier. Dans leurs fonctions, messieurs Guillotte et Leclerc relèveront de monsieur Grégoire Tremblay, directeur de la recherche et directeur général adjoint.



Réjean Guillotte



Aurélien Leclerc



**St-Arnaud
Bergevin
Limitée**

COURTIERS EN DOUANES ET TRANSITAIRES INTERNATIONAUX

- FRET AÉRIEN
- ENTREPOSAGE
- SERVICE DE CONTAINERS
- CONSEILLERS EN DOUANES

410, RUE ST-NICOLAS,
MONTRÉAL, QUÉ. H2Y 2P5,
TÉLÉPHONE (514) 285-1500
CÂBLE: BLACKSTAR MONTRÉAL
TÉLEX 05-25176

*Correspondants
autour du monde*

MONTRÉAL
SUCCURSALES QUÉBEC
TORONTO

*Vous aussi
bénéficierez
de notre
expérience*



Courtiers en douanes
et transitaires
officiels des
Jeux Olympiques
de 1976



centraide
montréal

MERCURE, BÉLIVEAU & ASSOCIÉS

MBA
GESTIONNAIRES

MONTRÉAL
1420 Tour de la Bourse,
Place Victoria
H4Z 1G1
(514) 879-1333

QUÉBEC
880 chemin Ste-Foy,
suite 970
G1S 2L2
(418) 688-8140



la chambre de commerce
du district de montréal
1080 côte du Beaver Hall
Montréal, Canada H2Z 1T1 (514) 866-2861

Déjeuners-causeries - abonnement à la saison 1976-1977

Un carnet contient 10 billets et coûte \$70. Les billets, achetés à l'unité, coûteront \$8. Veuillez me faire parvenir ___ carnet(s) de billets pour les déjeuners-causeries de la saison 1976-77.

Nom _____ Fonction _____

Entreprise _____

Adresse _____ Code postal _____ Tél _____

() facture () ci-joint un chèque au montant de \$ ___ à l'ordre de la Chambre de commerce du district de Montréal

Veuillez m'inscrire à:

() **Visite en Beauce**
Le prix: \$30.

Nom _____ Fonction _____

Entreprise _____

Adresse _____ Code postal _____ Tél _____

() facture () ci-joint un chèque au montant de \$ ___ à l'ordre de la Chambre de commerce du district de Montréal

Séminaire sur les télécommunications

Veuillez m'inscrire au Séminaire sur les Communications.

Je serai présent: () le jeudi, 18 novembre, de 9h à 16h
OU

() le mercredi, 24 novembre, de 17h à 22h

Nom _____ Fonction _____

Entreprise _____

Adresse _____ Code postal _____ Tél _____



Construction: entrepôt, usine, aréna, remise

PrefaBec inc.

Bâtisses préfabriquées, en acier galvanisé
ou de couleur jusqu'à 200' de largeur sans
colonnes

1475 BOUL. DE L'INDUSTRIE, BELOEIL, QUE
J3G 4S5 (ROUTE 20 - EXIT 67-68)
TEL.: (514) 467-3348 - 861-7653



BEHLEN-WICKES,

Guy Vary, c.a.
vice-président

SONY



YAMAHA

MONTREAL
3185 Hochelaga
525-2551

LONGUEUIL
2187 de la Province
527-8943

MONTREAL-EST
9797 Hochelaga
645-7461

Place Versailles
7275 est Sherbrooke
351-1500

Centre d'Achat Laval
1600 le Corbusier
681-2573

Centre d'Achat Duvernay
3100 boul. Concorde
661-9403



Spécialistes de la Stéréophonie

CITÉ ÉLECTRONIQUE Inc.

membre





DEP PERIODIQUE BIBLIO NAT 901
1700 RUE ST-DENIS
MONTREAL PQ H2X 3K6

Canada Post / Postes Canada
Postage paid / Port payé

Third Troisième
class classe
AOM M05
Lachine

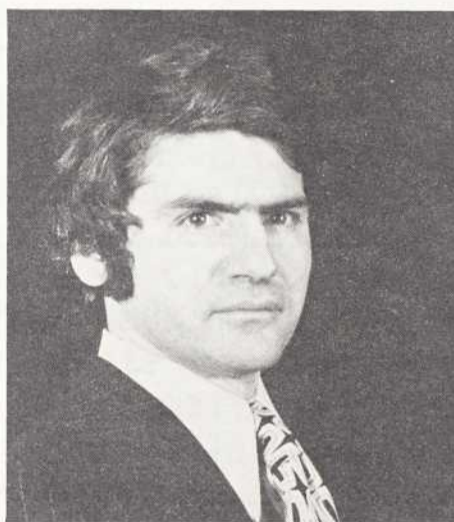
COMMERCE MONTREAL
La Maison du Commerce
1080, côte du Beaver Hall
Montréal H2Z 1T1
Tél. 866-2861

Les déjeuners-causeries de la Chambre de commerce de Montréal Le rendez-vous de l'actualité



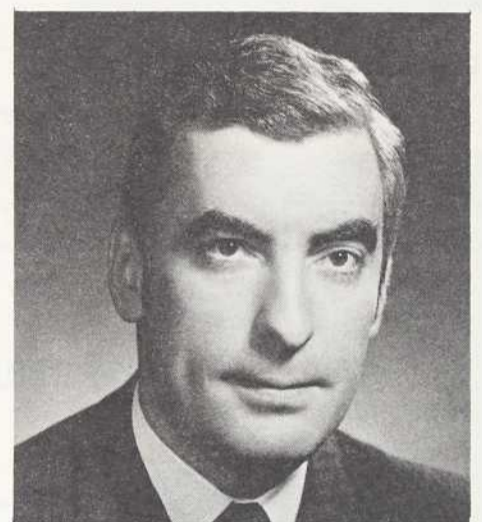
Le 2 novembre

M. Alfred Rouleau
président de la Fédération
de Québec des Caisses
populaires Desjardins



Le 9 novembre

M. Pierre Laurin
directeur de
l'École des Hautes
Etudes Commerciales



Le 16 novembre

M. Pierre DesMarais II
président
du
Conseil du Patronat

Les déjeuners-causeries de la Chambre, tribune de langue française la plus importante au Canada est l'occasion pour les hommes d'affaires d'entendre parler des problèmes de l'actualité par les personnes qui les vivent de l'intérieur. En outre, les déjeuners donnent l'opportunité d'établir des contacts et d'inviter des collègues de Montréal ou d'ailleurs. Cette année, la saison comprendra 22 déjeuners, dont 7 avant les vacances de Noël.

Un rendez-vous régulier, à l'hôtel Mont-Royal, 12h30

Pour réservations de tables (5 personnes ou plus): Mme Micheline Comeau, 866-2861

Les tables ne sont retenues que jusqu'à 12h30

Le couvert: \$8. - le carnet de l'abonné: \$70. (10 déjeuners - voir page 7)

Prix spéciaux pour les abonnés, gracieuseté de CP Air

Pour chaque 200 carnets vendus, deux billets d'avion pour l'une des destinations suivantes: Portugal, Grèce et Amérique du Sud, sera tiré au sort, parmi les abonnés aux déjeuners.

